L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT, ET DU GOUVERNEMENT GENERAL.

PAR BULLITT, MAGNES & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 6 OCTOBRE 1841

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

Un journal demande "quelle perte ont fait éprouver au parti whig ou à la nation le rejet des deux "Bills de la Banque ?" La question est singulière puisque l'on ne pourrait dire.

Aux yeux de presque tous ceux qui s'occupent de finances ou d'affaires, il n'y a qu'une Banque Nationale qui puisse tirer le pays de la déplorable situation où il se trouve; et l'on doit demander quel est aujourd'hui le deux vétos !

Si le premier Bill de la Banque avait été sanctionné par le Président, toutes les Banques locales auraient repris leurs paiements en espèces dans les mois de 1841, et les banques insolvables auraient commencé à opérer leur liquidation. D'après cela on aurait pu prévoir le moment d'une reprise réelle et légitime d'affaires. Maintenant le seul remède au mal qui nous ronge étant repoussé indéfiniment, qui ne peut prévoir l'époque de notre régénération financière. On voit clairement que nous sommes condamnés à souffrir; mais le terme de nos maux n'est pas fixé. Après de longues et vives souffrances au moment où l'on offre enfin le breuvage qui doit nous guérir, une main imprudente brise le vase contenant la salutaire liqueur et l'on demande encore quel mal on nous a fait.

Il paraît d'après la proclamation suivante lancée par le Président des Etat-Unis qu'il s'organise sur nos frontières septentrionales des sociétés secrètes ayant pour but de révolutionner les Canadas. Quelque sympathie qu'on puisse avoir pour les Canadiens, on ne peut s'empêcher d'approuver la mesure énergique prise par le Président, parce que l'un des premiers devoirs d'un peuple libre consiste à respecter les droits des autres peuples et ceux des gouvernements amis. Et non seulement une intervention armée des conservateurs des Etats Unis dans les affaires des provinces anglaises serait considérée avec raison comme une violation du territoire Britannique, mais ce serait encore compromettre ce caractère de sagesse, de modération et de justice qui nous distingue entre toutes les nations. Aucune nous sommes jaloux de notre honneur national autant que nous devons être attentifs à respecter celui des autres.

Attendu qu'il est venu à la connaissance du gouvernement des Etats Unis qu'il existe diverses loges, clubs et associations secrètes, sur la frontière du nord, que les membres de ces associations sont liés entr'eux par des serments secrets; qu'ils ont réuni des armes à feu et autres objets de guerre et les ont cachés dans divers endroits; et que leur but est de violer des lois de notre pays en faisant des excursions illégales, à la frontière ou ailleurs, sur le territoire d'une puissance avec laquelle les Etat Unis sont en paix; et attendu qu'il est connu que des agitateurs ambitieux dans des vues de la frontière visitent ces clubs et ces loges pour les soudoyer en secret pour les stimuler à commettre des actes illégaux, et attendu que les mêmes personnes sont connues pour lever des contributions sur ces clubs et les étrangers à leur profit personnel, et à cacher ainsi par les plus coupables motifs le vrai caractère de leurs intentions actuelles et des dangers auxquels ces associations secrètes sont déjà manifestement exposées tant de détruire la vie et les propriétés des habitants de Chippewa, dans le Canada, et les propriétés publiques du gouvernement en paix avec nous; et attendu que le Juge Turgis, Président des Etats Unis, a lancé cette proclamation pour prévenir toutes les personnes ainsi intentionnées de la position exemplaire qu'elles peuvent manquer de les attendre, les avertissant que les lois des Etats Unis seront rigoureusement exécutées contre elles, et pour punir de leurs crimes flagrants et dangereux quelque citoyen ou autre qui pourra être trouvé dans les Etats Unis violant ouvertement les lois de manière des autorités Britanniques, elles ne seront point reclamées comme citoyens ayant droit à leur protection, mais seront immédiatement livrées aux mains de la justice.

Et j'exhorte toutes personnes ainsi intentionnées à cesser et à s'abstenir de toutes telles violations de la loi, et à se retirer paisiblement de leurs mauvais desseins, de les dissoudre immédiatement et de renoncer à leurs projets criminels, sous peine d'être traitées comme des ennemis de leur